



# Newsletter

N° 208 – Mai 2018

Secrétariat général de la CSSF  
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg  
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg  
Tél. : (+352) 26 251-2560  
E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)



---

## *RESSOURCES HUMAINES*

---

### **Evolution du personnel de la CSSF**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 9 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

#### **Banking supervisory policy and Single Supervisory Mechanism coordination**

Xavier SANS SANSA

#### **Lean manager**

Edward LARIJANI

#### **Métier OPC**

Cristina DOS SANTOS

Stéphanie DUVIVIER

#### **Personnel, administration et finances**

Pedro DUARTE

Daniel SCHWIENKE

#### **Systèmes d'information de la CSSF**

Philippe BERNARD

Nicolas GEYER

Jean-Yves HENDRIX

Suite au départ de quatre agents, la CSSF compte 802 agents, dont 435 hommes et 367 femmes au 1<sup>er</sup> mai 2018.

---

## *AVERTISSEMENTS*

---

### **Avertissements publiés par la CSSF**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a publié les avertissements suivants :

- 17 avril 2018 : Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée SC Global Fund/SunCorp
- 17 avril 2018 : Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Swiss American Capital Group Ltd
- 18 avril 2018 : Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Luxembourg Offshore Banking
- 18 mai 2018 : Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Rainforth

Les avertissements mentionnés ci-dessus sont disponibles sur notre site Internet à l'adresse :

<http://www.cssf.lu/consommateur/avertissements/news-cat/90/>.

### **Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO**

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

[http://www.iosco.org/investor\\_protection/?subsection=investor\\_alerts\\_portal](http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal).

---

**REGLEMENTATION NATIONALE**

---

**Circulaire CSSF 18/690**

L'objet de la circulaire est de mettre œuvre les orientations de l'AEMF (ESMA) relatives à l'organe de direction des opérateurs de marché et des prestataires de services de communication de données fondées sur l'article 45, paragraphe 9, de la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID II) pour les opérateurs de marché et l'article 63, paragraphe 2, de MiFID II pour les prestataires de services de communication de données, dans le cadre réglementaire luxembourgeois.

**Circulaire CSSF-CPDI 18/11**

L'objet de la circulaire est de solliciter des informations sur les dépôts, en particulier sur les dépôts garantis, en date du 31 mars 2018 de tous les établissements de crédit de droit luxembourgeois, de POST Luxembourg du chef de ses prestations de services financiers postaux ainsi que des succursales d'établissements de crédit ayant leur siège dans un pays tiers.

**Circulaire CSSF 18/691**

La circulaire modifie la circulaire CSSF 17/668 en prenant en considération la publication par l'AEMF (ESMA) de la procédure révisée « Reporting of circuit breakers' parameters by NCAs to ESMA » (réf. : ESMA70-156-181) publiée en date du 19 décembre 2017 et du formulaire actualisé y attaché « Template for reporting trading halt parameters to ESMA ».

**Loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance**

La loi vise à mettre en œuvre le règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (ci-après, le « règlement (UE) 1286/2014 »).

Afin d'opérationnaliser le règlement (UE) 1286/2014, la loi désigne la Commission de Surveillance du Secteur Financier comme autorité compétente pour veiller au respect du règlement (UE) 1286/2014. Le Commissariat aux assurances a été désigné comme autorité compétente pour veiller au respect du règlement (UE) 1286/2014 par les entités soumises à sa surveillance.

Le règlement (UE) 1286/2014 vise à améliorer la compréhension par les investisseurs de détail des risques et coûts associés à des produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (ci-après, les « PRIIP »). A cet effet sont introduites au niveau de l'Union européenne des règles uniformes en matière de transparence, applicables à tous les participants au marché des PRIIP. Le règlement (UE) 1286/2014 a vocation à s'appliquer à tous les produits, quelle que soit leur forme ou leur structure, qui sont élaborés par le secteur des services financiers pour offrir des possibilités d'investissement aux investisseurs de détail, lorsque le montant remboursable à l'investisseur de détail est soumis à des fluctuations parce qu'il dépend de valeurs de référence ou des performances d'un ou de plusieurs actifs que l'investisseur de détail n'achète pas directement. Sont donc notamment visés les fonds d'investissement, les polices d'assurance-vie présentant un élément d'investissement, les produits structurés, les dépôts structurés ainsi que des instruments financiers émis par des véhicules de titrisation, lorsqu'ils répondent à la définition de PRIIP.

Le règlement (UE) 1286/2014 prévoit que les initiateurs de PRIIP, tels que, par exemple, les gestionnaires de fonds, les entreprises d'assurance, les établissements de crédit ou les entreprises d'investissement, devront rédiger un document d'informations clés, répondant à des normes communes, relatif au PRIIP qu'ils initient. Le document d'informations clés a pour objet de fournir aux investisseurs de détail les informations nécessaires pour prendre une décision d'investissement éclairée et de leur permettre de comparer différents PRIIP. Il a vocation à contenir uniquement des informations clés, telles que la nature et les caractéristiques du produit, le risque éventuel de perte de capital, son profil de coût et de risque, ainsi que des informations pertinentes sur ses performances. Le règlement (UE) 1286/2014 prévoit également que les personnes fournissant des conseils en ce qui

concerne les PRIIP ou qui les vendent devraient avoir l'obligation de fournir le document d'informations clés bien avant qu'une quelconque transaction ne soit conclue.

Il convient de noter qu'il est fait usage de la faculté prévue à l'article 32, paragraphe 2, du règlement (UE) 1286/2014 pour autoriser les SICAR et les fonds d'investissement autres que les OPCVM à établir un document d'informations clés de type OPCVM, afin d'être exemptés des obligations imposées en vertu du règlement (UE) 1286/2014 jusqu'au 31 décembre 2019.

### **Loi du 17 avril 2018 relative aux indices de référence**

La loi vise à mettre en œuvre le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n° 596/2014 (ci-après, le « règlement (UE) 2016/1011 »).

Le règlement (UE) 2016/1011 a pour objet principal d'assurer l'intégrité des indices de référence et du processus permettant leur détermination. En effet, l'intégrité des indices de référence est importante, car d'eux dépend notamment la détermination du prix de nombreux instruments et contrats financiers.

Afin d'opérationnaliser le règlement (UE) 2016/1011, la loi désigne la Commission de Surveillance du Secteur Financier comme autorité compétente pour les administrateurs d'indices de référence, ainsi que comme autorité compétente par défaut pour les entités surveillées relevant du règlement (UE) 2016/1011. Il est fait exception à cette compétence par défaut pour les entités surveillées relevant de la surveillance du Commissariat aux assurances, ce dernier étant désigné autorité compétente aux fins du règlement (UE) 2016/1011 pour les entités surveillées relevant de sa surveillance.

### **Règlement CSSF N° 18-02**

Le règlement vise à adopter les normes d'audit dans le domaine du contrôle légal des comptes ainsi que les normes relatives à la déontologie et au contrôle interne de qualité dans le cadre de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

### **Circulaire CSSF-CODERES 18/06**

L'objet de la circulaire est de fournir des informations relatives à la perception des contributions ex ante 2018 pour le Fonds de résolution unique conformément aux articles 69 et 70 du règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010.

### **Règlement grand-ducal du 30 mai 2018 relatif à la protection des instruments financiers et des fonds des clients, aux obligations applicables en matière de gouvernance des produits et aux règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage monétaire ou non monétaire**

Ce règlement vise à transposer la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire. En outre, le règlement apporte certaines modifications au règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif à la tenue d'une cote officielle pour instruments financiers et abroge le règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif aux exigences organisationnelles et aux règles de conduite dans le secteur financier.

### **Loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers**

La loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers porte transposition en droit luxembourgeois la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers, dite « MiFID II », et met en œuvre certaines dispositions du règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, dit « MiFIR », entré en vigueur le 3 janvier 2018. Au vu des vastes

modifications qu'apportent MiFID II et MiFIR à l'infrastructure des marchés financiers, la loi opère une refonte de la loi modifiée du 13 juillet 2007 concernant les marchés d'instruments financiers et apporte des modifications à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

La nouvelle réglementation des marchés financiers vise à combler les lacunes réglementaires révélées par la crise financière de 2008 et à adapter la législation aux transformations qu'ont connues les marchés financiers depuis l'entrée en vigueur de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers, tant sur le plan des produits financiers que sur le plan technologique, et à rendre les marchés financiers plus résilients et transparents, tout en renforçant la protection des investisseurs et en dotant les autorités de surveillance de pouvoirs plus efficaces. Des exigences organisationnelles plus strictes incluant plus spécifiquement la gouvernance de produits, et des exigences plus étendues en ce qui concerne les membres des organes de direction des entreprises d'investissement, des établissements de crédit et des opérateurs de marché visent à renforcer la protection des investisseurs. Il s'agit d'assurer que les investisseurs se voient offrir des produits mieux adaptés à leur profil. Les investisseurs peuvent s'appuyer sur des conseils objectifs et indépendants lorsqu'ils le souhaitent, et la structure des honoraires et rémunérations des conseillers ne doit pas y faire obstacle.

Dans ce contexte de l'entrée en vigueur du cadre réglementaire lié à MiFID II/MiFIR, la CSSF va procéder à une mise à jour de son site internet et plus concrètement des sections dédiées à MiFID II/MiFIR et à la déclaration des transactions. Il est signalé que les circulaires CSSF 07/302, 07/306 et 08/365, ayant apporté des précisions et modalités techniques relatives à l'obligation de déclarer les transactions sur instruments financiers en vertu de l'article 28 de l'ancienne loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, sont devenues obsolètes sous le nouveau cadre réglementaire.

---

## *REGLEMENTATION BANCAIRE ET MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE*

---

(uniquement en anglais)

### **Single Supervisory Mechanism - European Central Bank (ECB)**

#### **Publications**

**6 April 2018** - [ECB issued an opinion on a proposal to amend the legislation on the macroprudential oversight of the financial system and establishing the ESRB](#)

The European Central Bank (ECB) supports in its opinion the limited number of targeted changes to the ESRB's governance and operational framework proposed by the European Commission to further strengthen the ESRB, like: (i) creating a permanent link between the ECB President and the ESRB Chair, and (ii) allow the participation of authorities from third countries in the ESRB General Board in issues of particular relevance to those countries.

**11 April 2018** - [ECB issued an opinion on a proposal to amend the legislation on the establishment and functions of the European Banking Authority and related legal acts](#)

The ECB issued its opinion on the proposed regulation, and provides specific observations on: (i) the revised EBA governance framework; (ii) strategic supervisory plans; (iii) stress testing; (iv) independent reviews of CAs; (v) delegation and outsourcing of activities; (vi) international cooperation; and (vii) supervisory reporting and Pillar 3 disclosure requirements.

**11 April 2018** - [ECB issued an opinion on a proposal for a regulation on the establishment of the European Monetary Fund](#)

The ECB has released its opinion on the European Commission's initiative to bring the European Stability Mechanism (ESM) into the Union legal framework. The ECB also states that the establishment of the ESM as a body of the Union would allow it to better achieve its objective of contributing to

safeguarding the financial stability of the euro area, as well as of the Member States participating in the banking union. The ECB also suggests that the existing name of the ESM should be maintained.

**27 April 2018** - [ECB and BoE announced the creation of a technical working group on Brexit-related risks](#)

The ECB and the Bank of England (BoE) will convene a technical working group on risk management in the period around 30 March 2019. The group will be chaired by the President of the ECB and the Governor of the BoE. The European Commission and HM Treasury will attend as observers and other relevant authorities will be invited on an issue-specific basis. This technical work is separate from the on-going negotiations on the Withdrawal Agreement between the EU and the UK.

**30 April 2018** - [ECB sets supervisory fees at €474.8 million for 2018](#)

On the basis of estimates, the ECB has set the fees for its prudential supervision of the banking system for 2018 at €474.8 million. Along with a surplus of €27.7 million carried over from 2017, the fees will cover the expected total supervisory expenditure for 2018 of €502.5 million. Some 90% of the fees will be paid by significant banks and the remaining 10% by less significant banks.

**30 April 2018** - [ECB published updated supervisory banking statistics as of December 2017](#)

The document provides details on the following aspects of banks designated as significant institutions: (i) general statistics; (ii) balance sheet composition and profitability; (iii) capital adequacy, leverage and asset quality; (iv) funding; (v) liquidity; and (vi) data quality.

See also the [Methodological note for the publication of aggregated supervisory banking statistics](#), which presents the main features of the publication supervisory banking statistics with respect to the scope and content of the data published, the methodology underlying data aggregation and the approach to applying confidentiality requirements.

### Interviews and speeches

**10 April 2018** - [“Risk appetite frameworks: good progress but still room for improvement”](#) - Speech by Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, International Conference on Bank's Risk Appetite Frameworks, Ljubljana.

**11 April 2018** - [“Financial Integration, Competition, and Efficiency”](#) - Speech by Pentti Hakkarainen, Member of the Supervisory Board of the ECB, at the European Bank Executive Committee Forum organised by BNP Paribas, Brussels.

**19 April 2018** - [“How real is Europe's banking union?”](#) - Presentation by Ignazio Angeloni, Member of the Supervisory Board of the ECB, Peterson Institute for International Economics, Washington D.C.

**25 April 2018** - [“Interview with RTE”](#) - Interview of Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, conducted by Sean Whelan.

**26 April 2018** - [“Questions for Eurofi Newsletter”](#) - Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB.

**26 April 2018** - [“Risk reduction in the euro area - how low can you go?”](#) - Contribution by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, Eurofi Newsletter.

## Regulatory developments

**6 April 2018** - Publication of [Decision \(EU\) 2018/546 of the European Central Bank of 15 March 2018](#) on delegation of the power to adopt own funds decisions (ECB/2018/10).

**6 April 2018** - Publication of [Decision \(EU\) 2018/547 of the European Central Bank of 27 March 2018](#) nominating heads of work units to adopt delegated own funds decisions (ECB/2018/11).

## European Commission

### Publications

**3 April 2018** - Publication of [Commission Regulation \(EU\) 2018/519 of 28 March 2018](#) amending Regulation (EC) No 1126/2008 adopting certain international accounting standards in accordance with Regulation (EC) No 1606/2002 of the European Parliament and of the Council as regards Interpretation 22 of the International Financial Reporting Interpretations Committee.

**23 April 2018** - [The European Commission launched a consultation to address the fragmentation of protection for whistleblowers across the EU.](#)

The proposal sets out a balanced set of common minimum standards providing robust protection against retaliation for whistleblowers reporting on breaches in specific policy areas, such as financial services, environmental protection, and protection of privacy and personal data.

**25 April 2018** - Publication of [Commission Implementing Regulation \(EU\) 2018/634 of 24 April 2018](#) amending Implementing Regulation (EU) 2016/1799 as regards the mapping tables specifying the correspondence between the credit risk assessments of external credit assessment institutions and the credit quality steps set out in Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council.

## European Council and European Parliament

### Publications

**4 April 2018** - Publication of the [Draft report on relationships between the EU and third countries concerning financial services regulation and supervision.](#)

The Committee on Economic and Monetary Affairs (ECON) drafts the report that calls for the Commission to consider introducing an application process for granting equivalence which could be opened to third countries on a date specified in a given piece of legislation. This process should take into account international standards or agreements, and equivalence decisions would need to be reviewed at least once every three years.

**23 April 2018** - Publication of the [Corrigendum to Directive \(EU\) 2015/2366 of the European Parliament and of the Council of 25 November 2015](#) on payment services in the internal market, amending Directives 2002/65/EC, 2009/110/EC and 2013/36/EU and Regulation (EU) No 1093/2010 and repealing Directive 2007/64/EC.

**25 April 2018** - Publication of the [Council Decision \(EU\) 2018/635 of 17 April 2018](#) on the position to be adopted, on behalf of the European Union within the EEA Joint Committee concerning an amendment to Annex XXII (Company Law) and Protocol 37 (containing the list provided for in Article 101) to the EEA Agreement.

## European Banking Authority (EBA)

### Publications

#### **Capital Requirements Directive and Regulation**

**5 April 2018** - [EBA published updated Risk Dashboard](#)

The European Banking Authority (EBA) has published the regular update of its Risk Dashboard summarising the main risks and vulnerabilities in the EU banking sector for Q4 2017. The report claims that the progress is positive for European banks, but that profitability risks remain heightened.

**10 April 2018** - [EBA published report on benchmarking of remuneration practices in EU banks](#)

The EBA has released the 2015 and 2016 data on benchmarking of remuneration practices in EU banks. The report is part of the EBA's monitoring activities and focusses on the identification of staff, the application of deferral arrangements, the pay out in instruments and the use of specific remuneration elements, e.g. guaranteed variable remuneration and severance payments.

**10 April 2018** - [EBA published updated list of correlated currencies](#)

The EBA has released the updated list of closely correlated currencies that was originally published in December 2013 and updated in October 2016. The list is part of the Implementing Technical Standards (ITS) that were drafted for the purposes of calculating the capital requirements for foreign-exchange risk according to the standardised rules.

**17 April 2018** - [EBA published amended technical standards on supervisory and resolution reporting for EU institutions](#)

The EBA has issued amendments to the ITS on supervisory reporting, a new ITS on reporting for resolution plans and the corresponding Data Point Model (DPM) and XBRL taxonomy. These changes form part of the EBA reporting framework version 2.8, which will be applicable for submissions as of December 2018.

### Consultations

#### **Capital Requirements Directive and Regulation**

**17 April 2018** - [EBA launched a consultation on guidelines regarding the exposures to be associated with high risks under Article 128\(3\) of the CRR](#)

The EBA has launched a consultation on its Guidelines regarding the types of exposures to be associated with high risk under Article 128(3) of the Capital Requirements Regulation (CRR). The Guidelines specify which types of exposures, other than those mentioned in Article 128(2) CRR (e.g. investments in venture capital firms, or in private equity), are to be associated with particularly high risk and under which circumstances. The Guidelines also clarify the notion of investments in venture capital firms and private equity.

The consultation will run until **17 July 2018**.

**20 April 2018** - [EBA launched a consultation on its guidelines interpreting the simple, transparent and standardised \(STS\) criteria in securitisation](#)

The EBA has launched a consultation on the Guidelines on the STS criteria for both asset-backed commercial paper (ABCP) securitisation and non-ABCP securitisation. It aims at clarifying and ensuring common understanding of all the STS criteria; including those related to the expertise of the originator and servicer, underwriting standards, exposures in default and credit impaired debtors, and predominant reliance on the sale of assets.

The consultation will run until **20 July 2018**.

**27 April 2018** - [EBA launched consultation on guidelines on disclosure of non-performing and forborne exposures](#)

The EBA has launched a consultation on the Guidelines on disclosure of non-performing and forborne exposures that (i) specify the information related to non-performing and forborne exposures and foreclosed assets that banks should disclose and (ii) provide uniform disclosure formats.

The consultation will run until **27 June 2018**.

## European Supervisory Authorities (ESAs)

### Publications

**5 April 2018** - [ESAs publish updated report on risk and vulnerabilities](#)

The Joint Committee of the three European Supervisory Authorities (EBA, EIOPA and ESMA - ESAs) has published its joint report for the second half of 2017. It aims at outlining the following risks as potential sources of instability: (i) sudden repricing of risk premia; (ii) uncertainties around the UK's withdrawal from the EU; and (iii) cyber-attacks. The ESA report also warns against investing in virtual currencies and raises awareness for risks related to climate change and the transition to a lower-carbon economy.

## Single Resolution Board (SRB)

### Publications

**30 April 2018** - Publication of the [Decision \(EU\) 2018/664 of the plenary session of the Single Resolution Board of 23 March 2017](#) on discharge in respect of the implementation of the budget and on the closure of the accounts of the Single Resolution Board for the financial year 2015 (SRB/PS/2017/02).

**30 April 2018** - Publication of the [Decision \(EU\) 2018/665 of the plenary session of the Single Resolution Board of 15 March 2018](#) on discharge in respect of the implementation of the budget and on the closure of the accounts of the Single Resolution Board for the financial year 2016 (SRB/PS/2018/02).

## Basel Committee of Banking Supervision (BCBS)

### Publications

**23 April 2018** - [BCBS issued updated progress report on adoption of the Basel regulatory framework](#)

The report states that member jurisdictions have made progress in implementing standards although some deadlines passed in 2017 without implementation by all countries. This includes the standardised approach for measuring counterparty credit risk exposures and the capital requirements for exposures to central counterparties and equity investments in funds. The report includes for the first time the finalised Basel III post-crisis reforms published by the Committee in December 2017. These recent reforms will take effect from 1 January 2022.

## Macro prudential fora

### Countercyclical Capital buffer (CCyB)

- The CCyB rate for the second quarter of 2018 has been published on 27 March 2018 and is set at 0% ([CSSF Regulation N° 18-01](#)).
- The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

<i>Country</i>	<b>CCyB rate</b>	<b>Application date</b>
<i>Czech Republic</i>	0.5%	01/07/2017
		01/01/2018
		01/04/2018
	1.0%	01/07/2018
		01/10/2018
	1.25%	01/01/2019
		01/04/2019
<i>Denmark</i>	0.5%	31/03/2019
<i>Iceland</i>	1.0%	05/07/2017
	1.25%	01/11/2017
		16/12/2017
		06/04/2018
		28/06/2018
		17/10/2018
		05/01/2018
<i>Lithuania</i>	0.5%	31/12/2018
<i>Norway</i>	1.5%	30/06/2017
		30/09/2017
	2.0%	31/12/2017
<i>Slovakia</i>	0.5%	01/08/2017
		01/11/2017
		01/02/2018
	1.25%	01/05/2018
		01/08/2018
		01/11/2018
		01/02/2019
<i>Sweden</i>	2.0%	19/03/2017
<i>United Kingdom</i>	0.5%	29/03/2017
		27/06/2018
	1%	28/11/2018

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).

## European Systemic Risk Board (ESRB)

### Publications

25 April 2018 - [The ESRB released the report reviewing the EU Macroprudential Policy in 2017](#)

The European Systemic Risk Board (ESRB) published a report stating that the number of domestic measures remained stable, although overall fewer measures were taken in than in previous years due to lower use of reciprocating measures. Four countries activated or increased the CCyB, and the real estate sector continues to be an important target of these policies.

## The Financial Stability Board (FSB)

### Publications and Consultations

#### 20 April 2018 - [FSB published toolkit to mitigate misconduct risk](#)

The FSB has published *Strengthening Governance Frameworks to Mitigate Misconduct Risk*, which completes an important element of the FSB's [2015 Workplan on Measures to Reduce Misconduct Risk](#). The document provides firms and supervisors with a toolkit with a view to tackle the causes and consequences of misconduct by promoting incentives for good behaviour through: (i) standards and codes of behaviour, and reforms to benchmark-setting practices; (ii) measures to address misconduct in wholesale markets; and (iii) guidance on the use of compensation tools to promote good conduct.

#### 26 April 2018 - [FSB launched consultation on unique product identifier \(UPI\) governance](#)

The FSB published a second consultation on the proposed governance arrangements for the unique product identifier (UPI). This second consultation, which follows an initial consultation in October 2017, sets out proposals for the governance arrangements for a global UPI, as a key harmonised identifier designed to facilitate effective aggregation of transaction reports from over-the-counter (OTC) derivatives markets.

---

## COMMUNIQUES

---

### Enquête relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

#### Communiqué de presse 18/15 du 20 avril 2018 (uniquement en anglais)

The Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") informs that it will henceforth conduct an annual on-line survey collecting standardised key information concerning money laundering and terrorist financing risks ("ML/FT risk") to which the professionals under its supervision are exposed and the implementation of related risk mitigation and targeted financial sanctions measures.

This survey forms part of the AML/CFT risk-based supervision approach put in place by the CSSF over the course of the last years and contributes to the CSSF's assessment of the money laundering and financing of terrorism risks present in the financial sectors under its supervision.

Indeed, as set out in the "International Standards on Combating Money Laundering and the Financing of Terrorism & Proliferation" ("FATF Recommendations"<sup>1</sup>) adopted in February 2012 by the Financial Action Task Force ("FATF"), notably in Recommendation 1, "countries should identify, assess, and understand the money laundering and terrorist financing risks for the country, and should take action, including designating an authority or mechanism to coordinate actions to assess risks, and apply resources, aimed at ensuring the risks are mitigated effectively. Based on that assessment, countries should apply a risk-based approach (RBA) to ensure that measures to prevent or mitigate money laundering and terrorist financing are commensurate with the risks identified."

The requirement to assess ML/FT risks and to apply a risk-based supervisory model has been confirmed by Directive (EU) 2015/849 of 20 May 2015 on the prevention of the use of the financial system for the purposes of money laundering or terrorist financing ("Fourth EU AML/CFT Directive")

---

<sup>1</sup> <http://www.fatf-gafi.org/publications/fatfrecommendations/documents/fatf-recommendations.html>

and further specified in the European Supervisory Authorities document “Joint Guidelines, on the characteristics of a risk-based approach to anti-money laundering and terrorist financing supervision, and the steps to be taken when conducting supervision on a risk-sensitive basis: The Risk-Based Supervision Guidelines”<sup>2</sup>.

To this end, the CSSF has elaborated new sector specific questionnaires (hereinafter “AML/CFT Questionnaires”) supporting on the one hand, the identification of ML/FT risk factors notably related to clients, countries and geographical areas, delivery or distribution channels, products and services of supervised entities and, on the other hand, the measures put in place to mitigate these risks.

Answers to the AML/CFT Questionnaires are sought from CSSF-supervised entities subject to the professional obligations laid down in the Law of 12 November 2004 on the fight against money laundering and terrorist financing, as amended.

They will contribute to the CSSF assessing that preventative and mitigation measures put in place by supervised entities are commensurate with the related ML/FT risks. Moreover, the information and subsequent conclusions drawn from this ongoing exercise will allow the CSSF to inform i.a. the national ML/FT risk assessment.

## **Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de mars 2018**

### **Communiqué de presse 18/16 du 2 mai 2018**

#### **I. Situation globale**

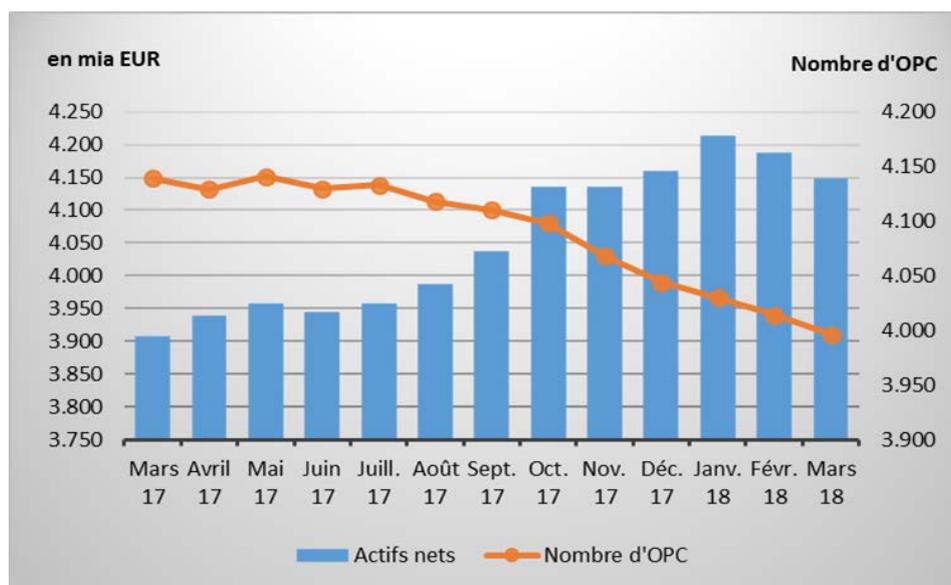
Au 31 mars 2018, le patrimoine global net des organismes de placement collectif, comprenant les OPC soumis à la Loi de 2010, les fonds d’investissement spécialisés et les SICAR, s’est élevé à EUR 4.148,898 milliards contre EUR 4.187,323 milliards au 28 février 2018, soit une diminution de 0,92% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 6,22%.

L’industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de mars une variation négative se chiffrant à EUR 38,425 milliards. Cette diminution représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d’EUR 17,900 milliards (0,43%) et de l’évolution défavorable des marchés financiers à concurrence d’EUR 56,325 milliards (-1,35%).

---

<sup>2</sup> <https://www.eba.europa.eu/documents/10180/1663861/Joint+Guidelines+on+Risk-Based+Supervision+%28ESAS+2016+72%29.pdf/7159758d-8337-499e-8b12-e34911f9b4b6>

L'évolution des organismes de placement collectif se présente comme suit :



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) pris en considération est de 3.996 par rapport à 4.014 le mois précédent. 2.578 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 13.309 compartiments. En y ajoutant les 1.418 entités à structure classique, au total 14.727 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les principales catégories des organismes de placement collectif et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de mars :

Les marchés financiers ont été dominés par l'annonce par le président américain de mesures protectionnistes qui ont nourri les craintes de tensions commerciales, entraînant à la baisse les cours des actions et provoquant un regain d'intérêt pour les valeurs refuge.

Dans ce contexte, les différentes catégories d'OPC à actions des pays développés et émergents ont réalisé des pertes de cours, et ceci malgré des fondamentaux économiques toujours positifs sur un plan global.

Au cours du mois de mars, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

#### Evolution des OPC à actions au mois de mars 2018\*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Actions marché global	-2,56%	0,83%
Actions européennes	-2,06%	0,05%
Actions américaines	-3,75%	2,43%
Actions japonaises	-2,94%	0,02%
Actions Europe de l'Est	-4,71%	0,45%
Actions Asie	-3,09%	2,46%
Actions Amérique latine	-2,40%	7,61%
Actions autres	-2,82%	0,96%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

Les obligations d'Etat libellées en Euro se sont appréciées face à la remontée de l'aversion au risque des investisseurs en quête de valeurs refuge. Dans un contexte d'incertitudes accrues, les obligations

d'entreprise ont globalement terminé en baisse face à la hausse des primes de risque. En somme, la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR a connu une légère hausse des cours.

Aux Etats-Unis, les obligations d'Etat ont pu profiter de ces circonstances de marché avec comme résultat une baisse des rendements long terme américains. Ce mouvement a cependant été plus que compensé par la dépréciation de l'USD par rapport à l'EUR, de sorte que la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD était globalement en baisse.

Malgré la remontée des volatilités et la résurgence de l'aversion au risque des investisseurs, la catégorie d'OPC à obligations des pays émergents a pu réaliser de légers gains de cours, qui cependant ont été plus que compensés par la dépréciation de l'USD et des principales devises émergentes par rapport à l'EUR.

Au cours du mois de mars, les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

#### Evolution des OPC à revenu fixe au mois de mars 2018\*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	-0,04%	2,37%
Marché monétaire en USD	-0,85%	-10,22%
Marché monétaire marché Global	0,14%	-1,79%
Obligations libellées en EUR	0,24%	-0,04%
Obligations libellées en USD	-0,75%	-2,14%
Obligations marché global	-0,26%	0,50%
Obligations marchés Emergents	-0,40%	1,12%
Obligations High Yield	-1,23%	-1,86%
Autres	-0,46%	0,35%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

#### Evolution des OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de mars 2018\*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	-1,41 %	2,04%
Fonds de Fonds	-1,72%	0,41%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

## II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR <sup>3</sup>		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2015	1 892	2 946,860 €	384	169,896 €	1 602	389,445 €	3 878	3 506,201 €	282	37,430 €	4 160	3 543,631 €
31/01/2016	1 903	2 819,861 €	378	164,531 €	1 596	386,607 €	3 877	3 370,999 €	282	37,430 €	4 159	3 408,429 €
29/02/2016	1 904	2 813,421 €	373	157,278 €	1 592	387,785 €	3 869	3 358,484 €	282	37,430 €	4 151	3 395,914 €
31/03/2016	1 905	2 847,418 €	371	157,047 €	1 603	390,939 €	3 879	3 395,404 €	282	37,430 €	4 161	3 432,834 €
30/04/2016	1 904	2 888,262 €	370	159,477 €	1 606	394,341 €	3 880	3 442,080 €	282	37,430 €	4 162	3 479,510 €

<sup>3</sup> Avant le 31 décembre 2016, les données statistiques pour les SICAR n'ont été publiées que sur base annuelle.

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR <sup>3</sup>		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/05/2016	1 902	2 928,461 €	371	159,174 €	1 609	400,345 €	3 882	3 487,980 €	282	37,430 €	4 164	3 525,410 €
30/06/2016	1 899	2 906,498 €	367	156,893 €	1 621	398,513 €	3 887	3 461,904 €	282	37,430 €	4 169	3 499,334 €
31/07/2016	1 892	2 997,551 €	365	159,356 €	1 631	408,849 €	3 888	3 565,756 €	282	37,430 €	4 170	3 603,186 €
31/08/2016	1 894	3 033,413 €	363	159,141 €	1 636	409,608 €	3 893	3 602,162 €	282	37,430 €	4 175	3 639,592 €
30/09/2016	1 891	3 051,016 €	362	159,088 €	1 644	411,825 €	3 897	3 621,929 €	282	37,430 €	4 179	3 659,359 €
31/10/2016	1 893	3 053,246 €	356	159,320 €	1 642	413,932 €	3 891	3 626,498 €	282	37,430 €	4 173	3 663,928 €
30/11/2016	1 888	3 065,882 €	355	158,862 €	1 645	415,885 €	3 888	3 640,629 €	282	37,430 €	4 170	3 678,059 €
31/12/2016	1 869	3 116,104 €	353	160,578 €	1 639	424,394 €	3 861	3 701,076 €	283	40,254 €	4 144	3 741,330 €
31/01/2017	1 869	3 138,701 €	351	160,967 €	1 623	427,236 €	3 843	3 726,904 €	283	40,483 €	4 126	3 767,387 €
28/02/2017	1 880	3 217,837 €	351	164,858 €	1 617	436,203 €	3 848	3 818,898 €	282	41,419 €	4 130	3 860,317 €
31/03/2017	1 895	3 257,773 €	346	165,780 €	1 618	440,288 €	3 859	3 863,841 €	280	42,186 €	4 139	3 906,027 €
30/04/2017	1 892	3 286,525 €	342	164,471 €	1 613	444,874 €	3 847	3 895,870 €	282	42,037 €	4 129	3 937,907 €
31/05/2017	1 895	3 297,803 €	342	162,813 €	1 620	453,326 €	3 857	3 913,943 €	285	42,923 €	4 142	3 956,366 €
30/06/2017	1 887	3 288,338 €	338	160,634 €	1 618	451,703 €	3 843	3 900,675 €	287	42,923 €	4 130	3 943,598 €
31/07/2017	1 885	3 307,103 €	338	159,097 €	1 619	448,554 €	3 842	3 914,754 €	291	42,827 €	4 133	3 957,581 €
31/08/2017	1 876	3 328,865 €	337	156,448 €	1 615	458,911 €	3 828	3 944,224 €	290	43,104 €	4 118	3 987,328 €
30/09/2017	1 880	3 380,943 €	332	154,308 €	1 608	459,079 €	3 820	3 994,330 €	290	42,810 €	4 110	4 037,140 €
31/10/2017	1 871	3 470,456 €	325	155,929 €	1 612	466,213 €	3 808	4 092,598 €	290	43,097 €	4 098	4 135,695 €
30/11/2017	1 864	3 469,422 €	325	155,343 €	1 591	465,954 €	3 780	4 090,719 €	288	45,080 €	4 068	4 135,799 €
31/12/2017	1 859	3 486,445 €	323	154,189 €	1 576	472,415 €	3 758	4 113,049 €	286	46,565 €	4 044	4 159,614 €
31/01/2018	1 852	3 539,403 €	320	155,272 €	1 573	473,290 €	3 745	4 167,965 €	285	46,065 €	4 030	4 214,030 €
28/02/2018	1 854	3 513,980 €	316	152,309 €	1 560	475,916 €	3 730	4 142,205 €	284	45,118 €	4 014	4 187,323 €
31/03/2018	1 846	3 473,243 €	314	150,078 €	1 552	480,516 €	3 712	4 103,837 €	284	45,061 €	3 996	4 148,898 €

Durant le mois de référence, les trois organismes de placement collectif suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

**1) OPCVM partie I Loi 2010 :**

- 2XIDEAS UCITS, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
- H & A INTERNATIONAL FUND, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- SELECT INVESTMENT SERIES III SICAV, 6H, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

Les vingt-et-un organismes de placement collectif suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

**1) OPCVM partie I Loi 2010 :**

- DEKA-EUROGARANT STRATEGIE 1, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-OPTIRENT 1+Y, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-OPTIRENT 2Y, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DWS GLOBAL EQUITY FOCUS FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EURIZON MM COLLECTION FUND, 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- HSBC MULTI INDEX FUNDS, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- LUXGLOBAL, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg

- PROMETHEUS, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- SFC GLOBAL MARKETS, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- UNIGARANT: BRIC (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: DEUTSCHLAND (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

### 2) OPC partie II Loi 2010 :

- OONA SOLUTIONS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- SAIL MULTI-STRATEGIES FUND, 16, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg

### 3) FIS :

- ASSAFWA SHARIA, 1B, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg
- BOUWFONDS EUROPEAN STUDENT HOUSING FUND II, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg
- MUNICIPAL INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT FUND, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- PM STRATEGIE FONDS, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- PRADERA EUROPEAN RETAIL FUND 2, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 4 SICAV-FIS, 4A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- TRIAS INFRASTRUCTURE DEBT FUND S.A., SICAV-FIS, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- VARIUS RE FUND S.A.-SICAV-SIF, 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

## Comptes de profits et pertes des établissements de crédit au 31 décembre 2017

### Communiqué de presse 18/17 du 8 mai 2018

La CSSF évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 5.345 millions d'EUR pour l'année 2017. Par rapport à l'exercice 2016, le résultat avant provisions a diminué ainsi de 15,4%. L'ampleur de cette baisse en comparaison annuelle est largement liée à un effet exceptionnel, résultant du produit de cession d'une participation importante par une banque de la Place à la fin de l'année 2016. Ces développements se traduisent par une baisse de 20,1% au niveau du résultat net de l'exercice.

En 2017, le secteur bancaire luxembourgeois a réalisé de solides revenus bancaires récurrents. En effet, **la marge d'intérêts** a augmenté de 3,4% sur une année. Ce développement favorable a été partagé par 59% des banques luxembourgeoises, résultant en agrégé d'un accroissement du volume d'activités, d'une progression du rendement moyen sur actifs ou encore de la répercussion de taux d'intérêt négatifs par certaines banques à l'égard de leur clientèle institutionnelle. En outre, après une évolution négative en 2016 (-2,5%), les **revenus nets de commissions** (+2,7%) se sont à nouveau stabilisés en 2017. Ainsi, 58% des banques de la Place ont pu profiter d'un contexte boursier très favorable en rapport avec leur métier de gestion d'actifs pour compte de clients privés et institutionnels.

La diminution du produit bancaire (-6,3%) trouve son origine au niveau des **autres revenus nets**. En 2016, ces revenus avaient fortement augmenté en raison d'une importante plus-value réalisée sur une transaction exceptionnelle par une banque de la Place. En faisant abstraction de cet effet exceptionnel, les autres revenus nets auraient régressé de 14,1% (au lieu de 35%) en raison notamment d'une baisse de dividendes perçus par certains établissements de crédit.

**Les frais généraux** ont été l'autre contributeur à l'évolution négative du résultat avant provisions en 2017. L'augmentation continue des frais généraux est un phénomène observé depuis les trois dernières années et touche la majorité des établissements de crédit luxembourgeois (64%). Alors qu'une partie

des frais généraux est due à des investissements dans de nouvelles infrastructures, une partie non négligeable de ces frais est directement liée à la mise en conformité des banques avec un flux soutenu de nouvelles normes comptables et réglementaires. Les autres frais généraux s'élèvent à 3.076 millions d'EUR. Pour l'année 2017, les taxes et redevances perçues des banques luxembourgeoises en vue de couvrir les frais et dépenses de la surveillance bancaire s'élèvent à 16 millions d'EUR pour la CSSF et 4 millions<sup>4</sup> pour la Banque centrale européenne (Mécanisme de surveillance unique). Les contributions bancaires encaissées en 2017 par la CSSF pour alimenter le Fonds de résolution unique européen et le Fonds de garantie des dépôts Luxembourg représentent respectivement 100 millions et 76 millions d'EUR.

Le **résultat net** pour l'année 2017 se chiffre à 3.788 millions d'EUR (-20,1%).

#### Compte de profits et pertes au 31 décembre 2017

Postes en millions d'EUR	Décembre 2016	Décembre 2017	%
Marge d'intérêts	4.717	4.877	3,4%
Revenus nets de commissions	4.602	4.727	2,7%
Autres revenus nets	3.038	1.974	-35,0%
<b>Produit bancaire</b>	<b>12.357</b>	<b>11.578</b>	<b>-6,3%</b>
Frais de personnel	3.109	3.157	1,5%
Autres frais généraux	2.931	3.076	4,9%
<b>Frais généraux</b>	<b>6.040</b>	<b>6.233</b>	<b>3,2%</b>
<b>Résultat avant provisions</b>	<b>6.317</b>	<b>5.345</b>	<b>-15,4%</b>
Constitution nette de provisions	757	727	-4,0%
Impôts	820	830	1,3%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>4.740</b>	<b>3.788</b>	<b>-20,1%</b>

### eDesk, un nouveau service proposé par la CSSF pour l'émission en ligne des certificats de résidence des fonds luxembourgeois, des gestionnaires de fonds d'investissement et des organismes de titrisation et des attestations UCITS et AIFMD/ESMA pour les pays hors UE

Communiqué du 15 mai 2018

A compter du **15 mai 2018**, la CSSF lance un nouveau service en ligne appelé **eDesk** permettant à l'industrie des fonds d'effectuer des demandes via un portail Internet dédié.

Cette application remplace l'actuel processus des demandes par courriel de certificats de résidence pour les OPCVM, OPC Partie II, FIS, SICAR, GFI et Organismes de titrisation et attestations UCITS et AIFMD/ESMA pour les pays hors UE.

<sup>4</sup> Pour les groupes bancaires, la Banque centrale européenne n'émet qu'une seule facture globale, portant sur l'ensemble du groupe. La CSSF ne dispose pas d'informations concernant les refacturations intragroupe. Par conséquent, le montant de 4 millions ne tient pas compte de la part supportée, le cas échéant, par les banques luxembourgeoises dont la tête de groupe est établie dans d'autres pays membres de la zone euro. Cette part peut être estimée à environ 9 millions d'EUR, portant à 13 millions d'EUR le coût global direct de la surveillance des banques luxembourgeoises par la Banque centrale européenne.

**Les demandes d'attestations électroniques UCITS en français, anglais et allemand ainsi que l'attestation AIFMD/ESMA pour les pays de l'UE continuent de s'effectuer par les canaux sécurisés (eFile ou SOFiE).**

Une demande via **eDesk** s'effectue en plusieurs étapes consécutives :

1. Saisie des informations concernant le demandeur
2. Saisie des informations concernant l'entité
3. Saisie des informations concernant le ou les destinataires du document ainsi que la raison de la demande
4. Validation de la demande (avec un récapitulatif des informations collectées)

Ce service en ligne est disponible dans les trois langues (français, anglais et allemand) et est amené à évoluer dans ses fonctionnalités.

Les documents émis sous format PDF disposent d'une signature électronique de la CSSF moyennant un certificat SSL émis par la société Luxtrust - autorité de certification au Luxembourg en matière de signature électronique.

Le certificat public de la CSSF permet de vérifier la validité de la signature apposée sur les documents signés.

Le lien se trouve sur notre site internet : <https://edesk.apps.cssf.lu/edesk/attestations>.

**Note :**

Un guide utilisateur est disponible :

[http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Metier\\_OPC/Formulaires/GuideUtilisateurFR.pdf](http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Metier_OPC/Formulaires/GuideUtilisateurFR.pdf)

**Note technique :**

La démarche à suivre pour installer le certificat CSSF dans Adobe Reader peut être téléchargée ci-après :

Version française

[http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Prospectus\\_OPC/Certificat\\_Signature\\_Luxtrust\\_fr.pdf](http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Prospectus_OPC/Certificat_Signature_Luxtrust_fr.pdf)

Version anglaise

[http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Prospectus\\_OPC/Certificat\\_Signature\\_Luxtrust\\_en.pdf](http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Prospectus_OPC/Certificat_Signature_Luxtrust_en.pdf)

Version allemande

[http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Prospectus\\_OPC/Certificat\\_Signature\\_Luxtrust\\_de.pdf](http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Prospectus_OPC/Certificat_Signature_Luxtrust_de.pdf)

## **Questionnaires LBC/FT – Communiqué de presse 18/15**

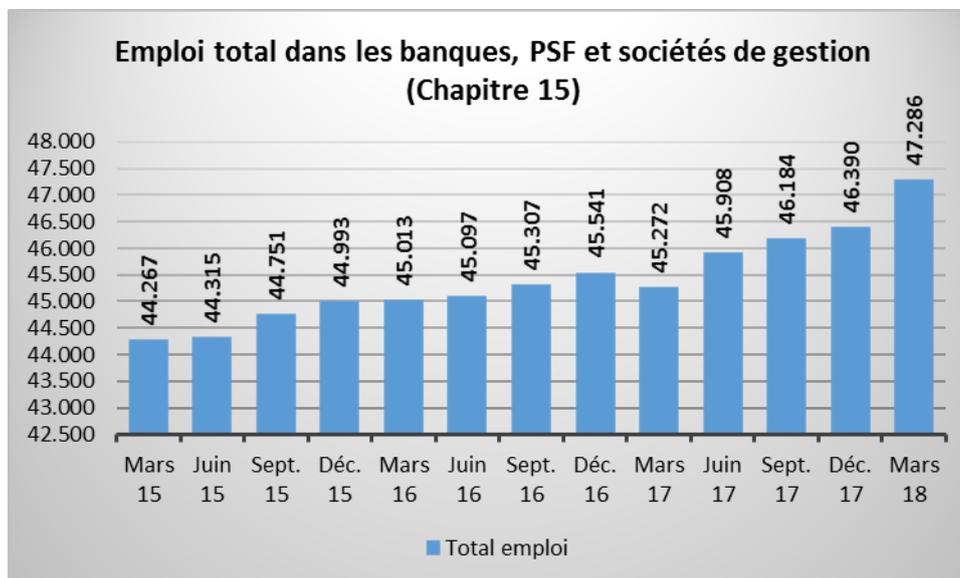
### **Communiqué du 22 mai 2018**

Les professionnels invités, par voie de lettre circulaire CSSF, à remplir les questionnaires LBC/FT, peuvent dorénavant consulter les mêmes questionnaires (sous forme PDF), soit sur le [site Internet de la CSSF](#), soit sur le portail dédié de la CSSF, tel qu'indiqué dans la lettre circulaire leur adressée. Par contre, la soumission de la réponse complète du professionnel doit toujours se faire par la seule voie électronique indiquée dans la lettre circulaire.

STATISTIQUES

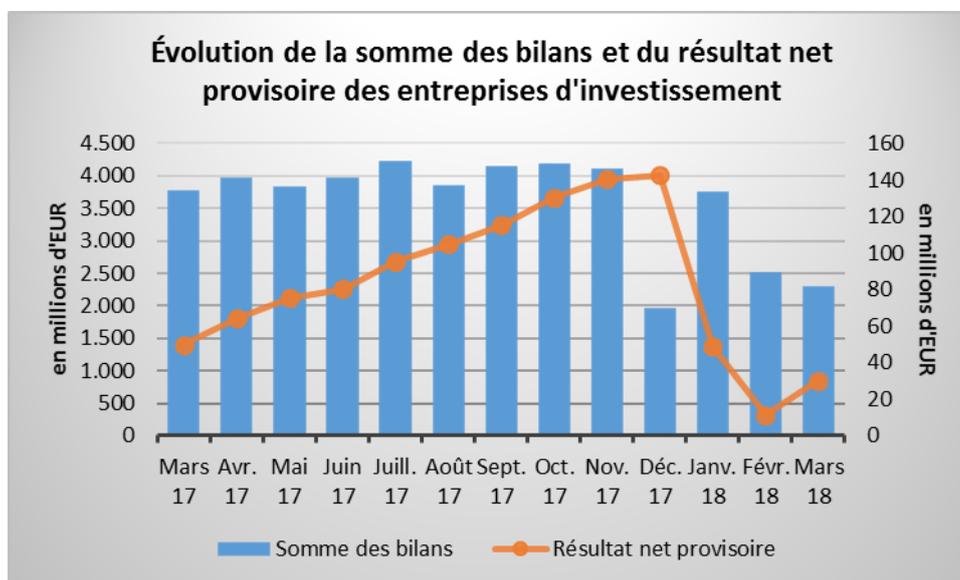
Emploi total dans les banques, PSF et sociétés de gestion

Emploi total au 31 mars 2018 en hausse



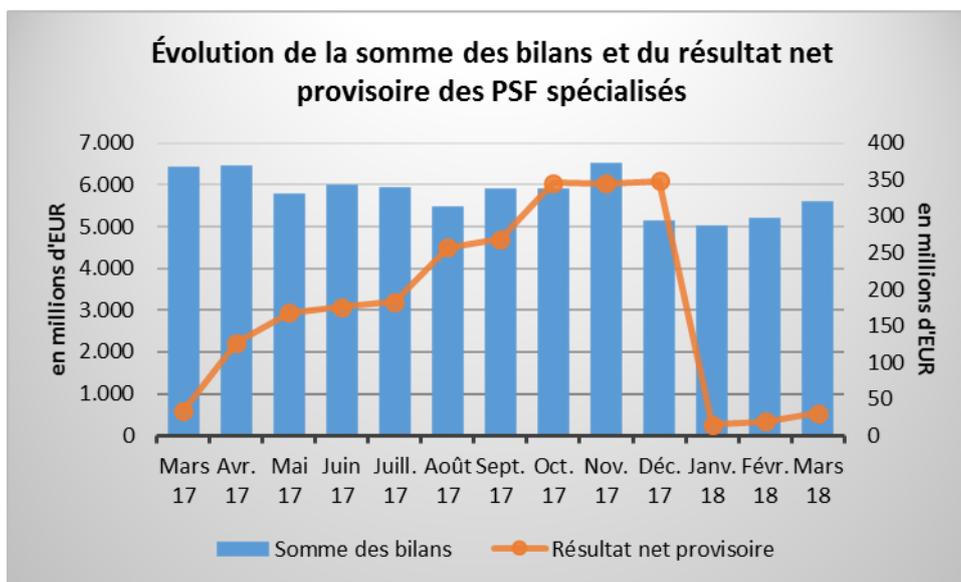
Entreprises d'investissement

Somme des bilans au 31 mars 2018 en baisse



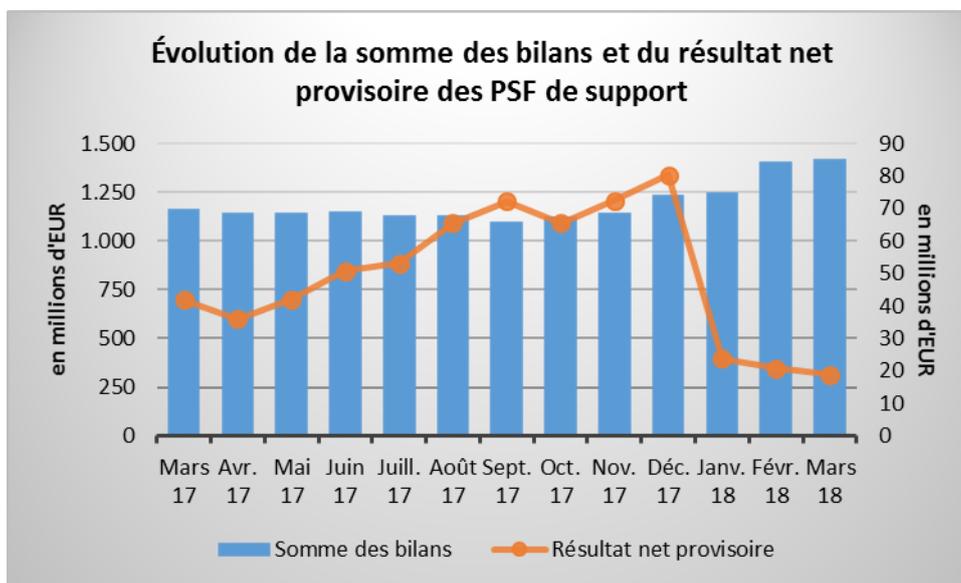
### PSF spécialisés

Somme des bilans au 31 mars 2018 en hausse



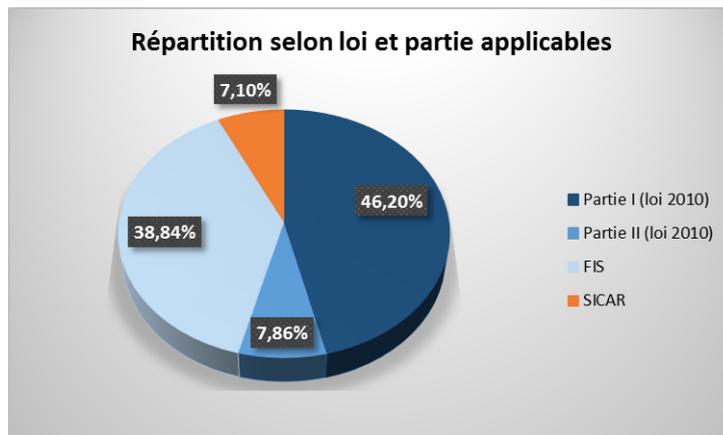
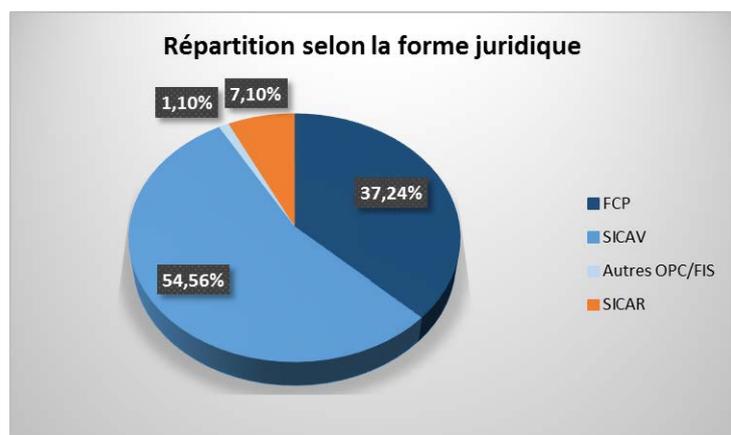
### PSF de support

Somme des bilans au 31 mars 2018 en légère hausse



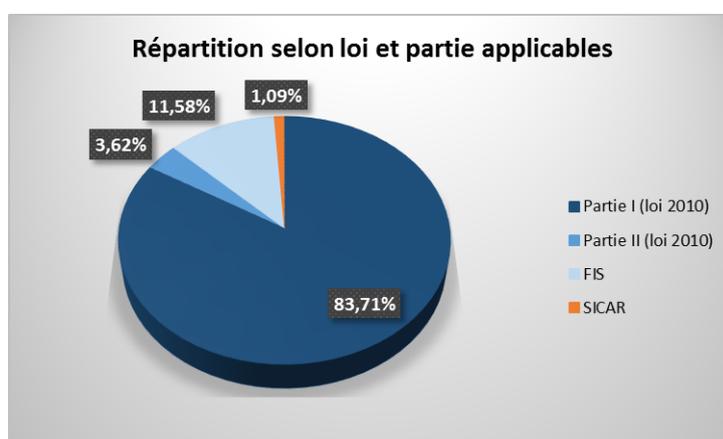
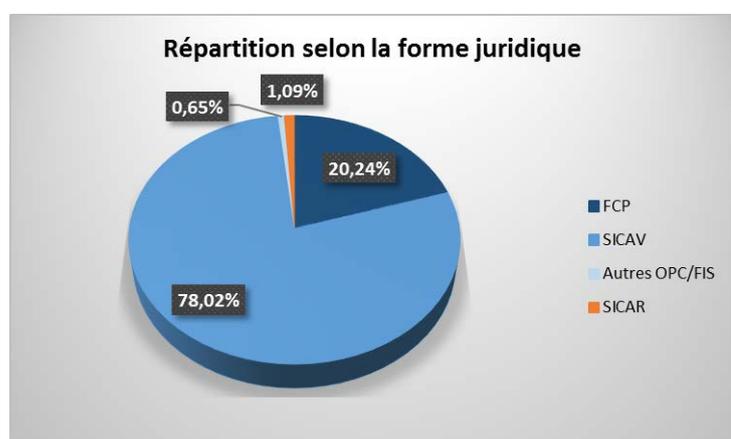
## OPC (Situation au 31 mars 2018)

### Nombre d'OPC



Loi, partie/forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	976	870	0	0	<b>1.846</b>
Partie II (loi 2010)	156	155	3	0	<b>314</b>
FIS	356	1.155	41	0	<b>1.552</b>
SICAR	0	0	0	284	<b>284</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1.488</b>	<b>2.180</b>	<b>44</b>	<b>284</b>	<b>3.996</b>

### Actifs nets des OPC



Loi, partie/forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	626,862	2.846,381	0,000	0,000	<b>3.473,243</b>
Partie II (loi 2010)	50,104	99,297	0,677	0,000	<b>150,078</b>
FIS	162,906	299,189	26,421	0,000	<b>480,516</b>
SICAR	0,000	0,000	0,000	45,061	<b>45,061</b>
<b>TOTAL</b>	<b>839,872</b>	<b>3.236,867</b>	<b>27,098</b>	<b>45,061</b>	<b>4.148,898</b>

## Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités <sup>5</sup>
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.225,945	3.104
Valeurs mobilières à revenu variable	1.241,162	3.871
Valeurs mobilières diversifiées	925,901	3.985
Fonds de fonds	240,980	2.182
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	305,138	230
Liquidités	1,041	16
Valeurs mobilières non cotées	31,318	207
Capitaux à risque élevé	1,773	32
Immobilier	60,675	337
Futures et/ou Options	13,746	128
Autres valeurs	56,158	234
Public-to-Private	0,127	3
Mezzanine	2,934	13
Venture Capital (SICAR)	6,995	90
Private Equity (SICAR)	35,005	295
<b>TOTAL</b>	<b>4.148,898</b>	<b>14.727</b>

## Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITES	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
<b>PARTIE I</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.119,786	2.533	47,894	47,819	0,075
Valeurs mobilières à revenu variable	1.179,531	3.500	60,158	47,666	12,492
Valeurs mobilières diversifiées	744,371	2.836	44,615	27,830	16,785
Fonds de fonds	132,128	1.005	3,107	2,754	0,353
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	285,831	178	123,679	139,748	-16,069
Liquidités	0,661	8	0,018	0,102	-0,084
Futures et/ou Options	7,630	60	0,471	0,398	0,073
Autres valeurs	3,305	10	0,050	0,101	-0,051
<b>TOTAL PARTIE I :</b>	<b>3.473,243</b>	<b>10.130</b>	<b>279,992</b>	<b>266,418</b>	<b>13,574</b>
<b>PARTIE II</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	22,960	109	0,624	0,780	-0,156

<sup>5</sup> Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

Valeurs mobilières à revenu variable	13,585	62	0,203	0,104	0,099
Valeurs mobilières diversifiées	54,835	201	1,674	1,741	-0,067
Fonds de fonds	30,551	292	0,429	0,480	-0,051
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	14,984	42	1,437	1,190	0,247
Liquidités	0,364	6	0,004	0,011	-0,007
Valeurs mobilières non cotées	5,082	16	0,137	0,031	0,106
Capitaux à risque élevé	0,002	1	0,000	0,000	0,000
Immobilier	1,504	21	0,000	0,000	0,000
Futures et/ou Options	2,591	27	0,023	0,163	-0,140
Autres valeurs	3,620	14	0,033	0,020	0,013
<b>TOTAL PARTIE II :</b>	<b>150,078</b>	<b>791</b>	<b>4,564</b>	<b>4,520</b>	<b>0,044</b>
<b>FIS</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	83,199	462	3,944	2,953	0,991
Valeurs mobilières à revenu variable	48,046	309	0,830	1,249	-0,419
Valeurs mobilières diversifiées	126,695	948	3,678	1,530	2,148
Fonds de fonds	78,301	885	1,200	0,791	0,409
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	4,323	10	0,415	0,807	-0,392
Liquidités	0,016	2	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	26,236	191	0,434	0,355	0,079
Capitaux à risque élevé	1,771	31	0,026	0,000	0,026
Immobilier	59,171	316	1,255	0,560	0,695
Futures et/ou Options	3,525	41	0,282	0,036	0,246
Autres valeurs	49,233	210	1,359	0,480	0,879
<b>TOTAL FIS :</b>	<b>480,516</b>	<b>3.405</b>	<b>13,423</b>	<b>8,761</b>	<b>4,662</b>
<b>SICAR</b>					
Public-to-Private	0,127	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	2,934	13	0,000	0,000	0,000
Venture Capital	6,995	90	0,012	0,008	0,004
Private Equity	35,005	295	0,075	0,459	-0,384
<b>TOTAL SICAR</b>	<b>45,061</b>	<b>401</b>	<b>0,087</b>	<b>0,467</b>	<b>-0,380</b>
<b>TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS</b>	<b>4.148,898</b>	<b>14.727</b>	<b>298,066</b>	<b>280,166</b>	<b>17,900</b>

### Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

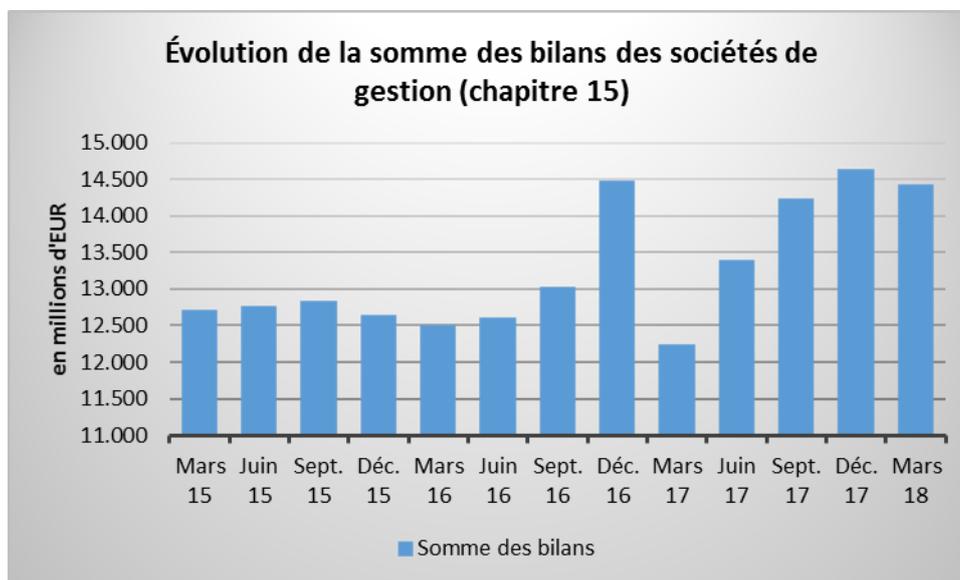
Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
Etats-Unis	833,075	20,1%	189	4,7%	1.074	7,3%
Royaume-Uni	742,017	17,9%	280	7,0%	1.597	10,8%
Allemagne	599,060	14,4%	1.352	33,8%	2.673	18,1%

Suisse	567,027	13,7%	576	14,4%	2.748	18,7%
France	368,409	8,9%	316	7,9%	1.470	10,0%
Italie	345,189	8,3%	146	3,6%	1.252	8,5%
Belgique	175,711	4,2%	167	4,2%	951	6,5%
Pays-Bas	94,312	2,3%	231	5,8%	656	4,4%
Luxembourg	92,960	2,2%	46	1,2%	249	1,7%
Danemark	86,523	2,1%	23	0,6%	205	1,4%
Autres	244,615	5,9%	670	16,8%	1.852	12,6%
<b>TOTAL</b>	<b>4.148,898</b>	<b>100,0%</b>	<b>3.996</b>	<b>100,0%</b>	<b>14.727</b>	<b>100,0%</b>

### Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	5,128	0,124%	28	0,190%
CAD	1,666	0,040%	22	0,149%
CHF	46,130	1,112%	289	1,962%
CNH	1,605	0,039%	23	0,156%
CNY	0,112	0,003%	3	0,020%
CZK	1,378	0,033%	65	0,441%
DKK	1,639	0,040%	11	0,075%
EUR	2.282,362	55,011%	9.351	63,496%
GBP	115,411	2,782%	333	2,261%
HKD	4,737	0,114%	10	0,068%
HUF	0,339	0,008%	33	0,224%
JPY	65,645	1,582%	206	1,399%
MXN	0,016	0,000%	1	0,007%
NOK	4,693	0,113%	32	0,217%
NZD	0,700	0,017%	5	0,034%
PLN	0,416	0,010%	19	0,129%
RON	0,504	0,012%	5	0,034%
SEK	51,746	1,247%	195	1,324%
SGD	0,485	0,012%	4	0,027%
TRY	0,023	0,001%	3	0,020%
USD	1.564,138	37,700%	4.088	27,759%
ZAR	0,025	0,001%	1	0,007%
<b>TOTAL</b>	<b>4.148,898</b>	<b>100,000%</b>	<b>14.727</b>	<b>100,000%</b>

## Sociétés de gestion agréées suivant le chapitre 15 de la loi 2010 Somme des bilans au 31 mars 2018 en baisse



### Fonds de pension

Au 10 mai 2018, **13 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, **18 professionnels** étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

### Organismes de titrisation

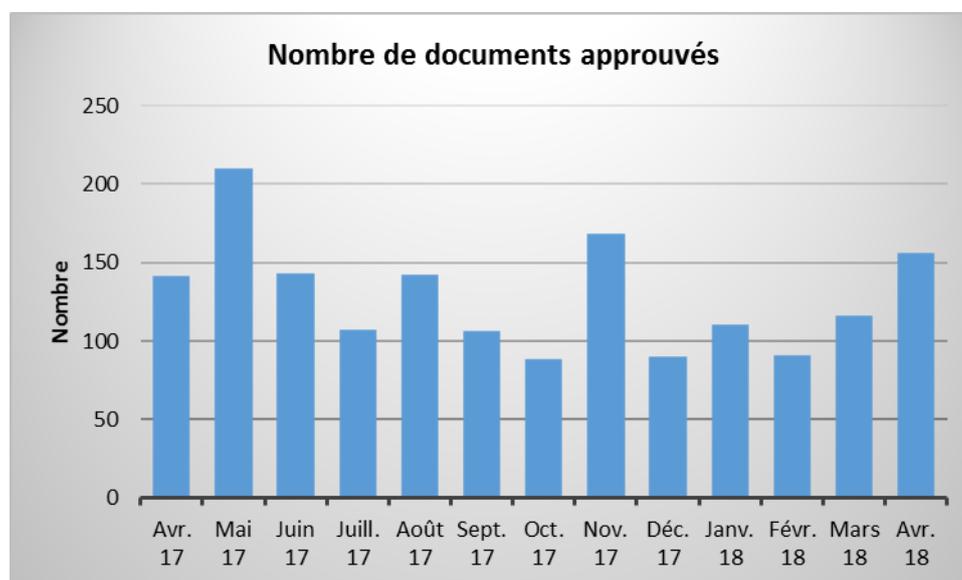
Le nombre des **organismes de titrisation agréés** par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **33 unités** au **4 mai 2018**.

### Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 30 avril 2018, **59 cabinets de révision agréés** et **305 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **31 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

## Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé (Partie II et Partie III, Chapitre 1 de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières)

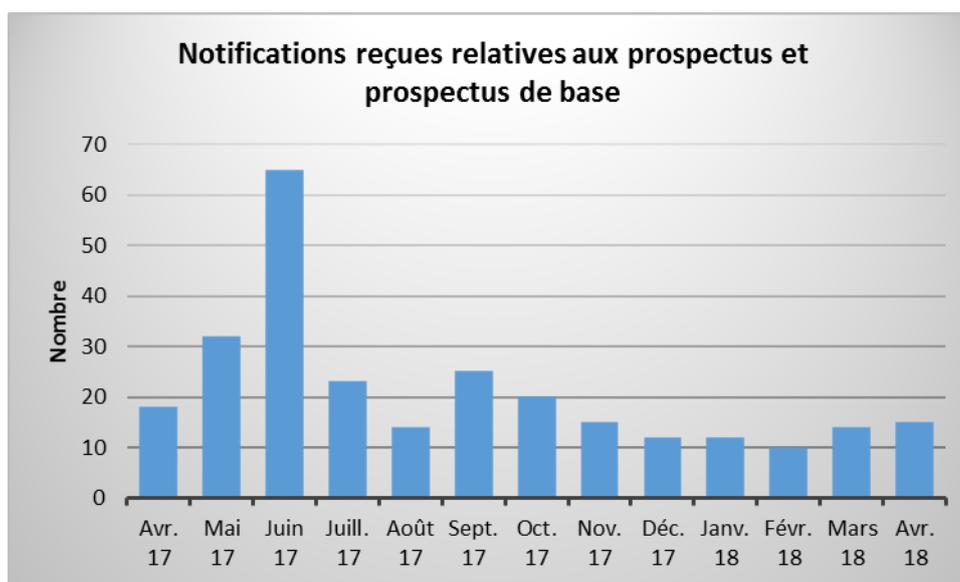
### Approbations par la CSSF



Au cours du mois d'avril 2018, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 156 documents, qui se répartissent comme suit :

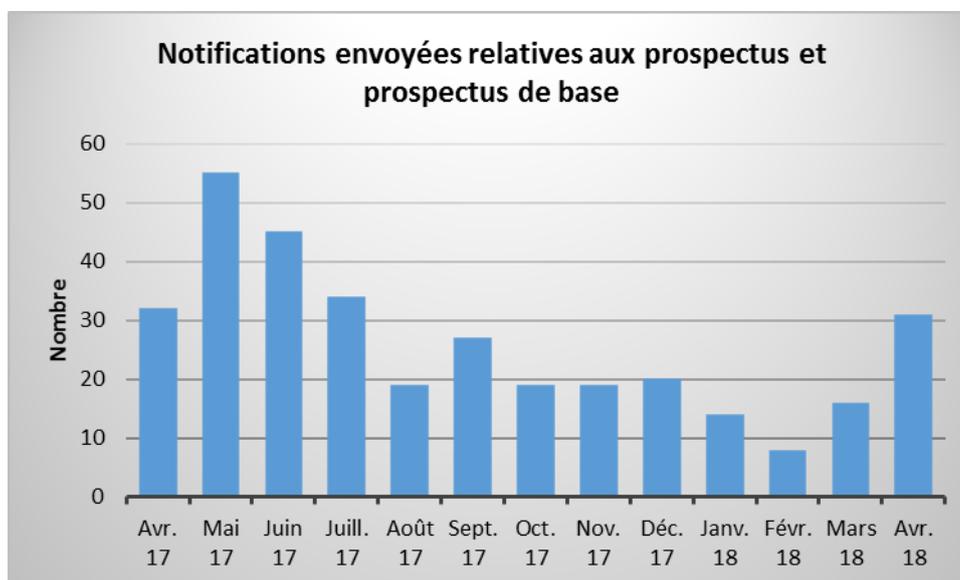
prospectus de base :	32	(20,52 %)
autres prospectus :	33	(21,15 %)
documents d'enregistrement :	4	(2,56 %)
suppléments :	87	(55,77 %)

## Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois d'avril 2018, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 15 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 92 notifications relatives à des suppléments.

## Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois d'avril 2018, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 31 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 68 notifications relatives à des suppléments<sup>6</sup>.

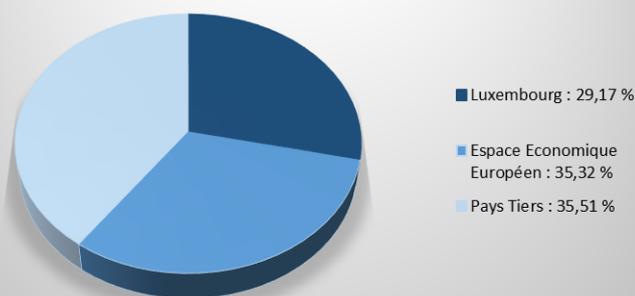
<sup>6</sup> Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs États membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs États membres n'est compté qu'une seule fois.

## Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

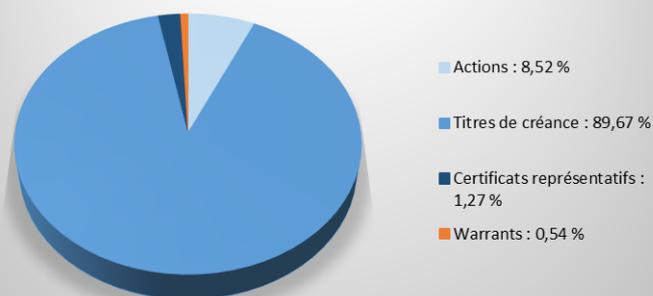
Depuis le 9 avril 2018, deux émetteurs ont désigné le Luxembourg comme État membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, un émetteur a été radié de la liste du fait qu'il n'entre plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 9 mai 2018, 552 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



### RETRAITS DECIDES PAR LA CSSF

Une décision portant retrait de l'organisme de placement collectif WMP I SICAV de la liste officielle des organismes de placement collectif a été prise par la CSSF en date du 2 mai 2018.

Suite à la décision prise par la CSSF de retirer le fonds d'investissement spécialisé SYNTHESIS MULTI-ASSET ARCHITECTURE SICAV-SIF, SCA de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 1<sup>re</sup> Chambre, siégeant en matière commerciale a, par jugement du 3 mai 2018, déclaré la dissolution et a ordonné la liquidation du fonds d'investissement spécialisé SYNTHESIS MULTI-ASSET ARCHITECTURE SICAV-SIF, SCA. Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent Lucas et liquidateur Monsieur Yann Baden.

## PLACE FINANCIERE

## Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (15/05/2018)	140	↘ 1 entité
	Somme des bilans (31/12/2017)	EUR 751,902 mia	↘ EUR 18,174 mia
	Résultat avant provisions (31/12/2017)	EUR 5,435 mia	↘ EUR 926 mio
Etablissements de paiement	Nombre (15/05/2018)	10	↗ 1 entité
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (15/05/2018)	5	↗ 1 entité
OPC	Nombre (15/05/2018)	Partie I loi 2010 : 1 846	↘ 48 entités
		Partie II loi 2010 : 308	↘ 33 entités
		FIS : 1 555	↘ 60 entités
		TOTAL : 3 709	↘ 141 entités
	Nombre (09/05/2018)	SICAR : 284	↗ 2 entités
	Patrimoine global net (31/03/2018)	EUR 4 148,898 mia	↗ EUR 242,871 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (30/04/2018)	204	aucune variation
	Somme des bilans (31/03/2018) <sup>7</sup>	EUR 14,425 mia	↗ EUR 2,195 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (30/04/2018)	169	↗ 2 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (15/05/2018)	232	↗ 9 entités
Fonds de pension	Nombre (10/05/2018)	13	↘ 1 entité
Organismes de titrisation agréés	Nombre (04/05/2018)	33	↘ 1 entité
Entreprises d'investissement	Nombre (15/05/2018)	100 dont 6 succursales	↘ 6 entités
	Somme des bilans (31/03/2018)	EUR 2,290 mia	↘ EUR 1,479 mia
	Résultat net provisoire (31/03/2018)	EUR 30,26 mio	↘ EUR 19,72 mio
PSF spécialisés	Nombre (15/04/2018)	109	↘ 5 entités
	Somme des bilans (31/03/2018)	EUR 5,586 mia	↘ EUR 843 mio
	Résultat net provisoire (31/03/2018)	EUR 30,63 mio	↘ EUR 3,07 mio
PSF de support	Nombre (15/05/2018)	79	↗ 2 entités
	Somme des bilans (31/03/2018)	EUR 1,418 mia	↗ EUR 258 mio
	Résultat net provisoire (31/03/2018)	EUR 18,86 mio	↘ EUR 22,94 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (09/05/2018)	552	↘ 105 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (30/04/2018)	59 cabinets de révision agréés	↗ 3 entités
		305 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 15 personnes
		31 contrôleurs et entités de pays tiers	↘ 9 entités
Emploi (31/03/2018)	Banques	26 331 personnes	↗ 187 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15) <sup>7</sup>	4 460 personnes	↗ 364 personnes
	Entreprises d'investissement	2 077 personnes	↘ 196 personnes
	PSF spécialisés	4 271 personnes	↗ 222 personnes
	PSF de support	10 147 personnes	↗ 1 437 personnes
	Total	47 286 personnes	↗ 2 014 personnes <sup>8</sup>

<sup>7</sup> Chiffres provisoires<sup>8</sup> Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.